**Gérard Noiriel, *Les Fils maudits de la République :
l'avenir des intellectuels en France***

Paris, Fayard, 2005, 333 p., index (« Histoire de la pensée »).

Noël Barbe

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/4293>

DOI : 10.4000/lhomme.4293

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mai 2007

Pagination : 286-292

ISBN : 978-2-7132-2126-2

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Noël Barbe, « Gérard Noiriel, *Les Fils maudits de la République : l'avenir des intellectuels en France* », *L'Homme* [En ligne], 182 | avril-juin 2007, mis en ligne le 16 mai 2007, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/4293> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.4293>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

© École des hautes études en sciences sociales

Gérard Noiriel, *Les Fils maudits de la République : l'avenir des intellectuels en France*

Paris, Fayard, 2005, 333 p., index (« Histoire de la pensée »).

Noël Barbe

- 1 LIRE CE TEXTE comme une « enquête historique » (p. 260) supplémentaire sur la figure de l'intellectuel ne serait ni lui rendre justice, ni le « faire exister »¹ tant il est fondé sur une conviction profonde et ancienne de son auteur : l'impossible renoncement « à l'espoir que [s]on travail puisse servir aux autres » (p. 7). Désirant armer une « génération montante » (p. 8), dans un contexte caractérisé par le déclin des intellectuels, il lui importe d'être utile, par la construction et l'examen d'une typologie composée à partir d'une analyse des modalités de mobilisation de leur savoir quand ils interviennent dans le monde civique. Il s'agit donc bien d'une enquête historique sur les rapports entre « le savant et le politique » (p. 9), mais dont il est souhaité qu'elle puisse être une ressource pour la construction de formes collectives d'action des savants dans la cité, alors que la séparation s'est imposée depuis le début de la III^e République.
- 2 Le premier chapitre est consacré à l'histoire de cette séparation, ordonnée autour de trois moments. Le premier d'entre eux, établi comme point de référence, est l'émergence « d'hommes complets » tout « à la fois savants, journalistes et militants politiques » (p. 19), présentée, au terme d'une « préhistoire », comme le résultat d'une prise d'autonomie – du scribe servant les gouvernants à la prise de distance permise par les techniques de l'imprimerie et l'apparition d'un marché littéraire – d'une part, d'une acquisition de prestige par le développement d'une société de cour sous Louis XIV d'autre part. Cette double conquête autorise l'intervention dans l'espace public et les Lumières vont inventer la mission des intellectuels : « dire la vérité au pouvoir au nom des opprimés » (p. 17). Le XIX^e siècle, au moins à son début, en est l'héritier, Marx et Guizot étant tenus pour les parangons de ce gradient d'action et de ce transport de ressources, puisant connaissances et arguments dans la philosophie et

l'histoire pour agir dans le monde politique. Le deuxième de ces moments est caractérisé par une autonomisation des fonctions sous les effets de la division sociale du travail. L'homme complet se disloque alors en politicien, journaliste et chercheur. Du premier, le suffrage universel masculin fait un traducteur et un « intéressé » ; le journalisme devient une profession avec l'information pour objectif ; les études littéraires s'inspirant des résultats des sciences physiques se spécialisent. « Pourquoi y aurait-il plus de dignité à être complet et médiocre que spécialiste et compétent ? » écrit Durkheim². Cette fragmentation et la prise de distance des sciences sociales avec le politique à la fin du XIX^e siècle ont ouvert « un espace dans lequel vont s'engouffrer les intellectuels » (p. 35). Le troisième moment, « fondateur » écrit Noiriel, est l'affaire Dreyfus, scène habituellement présentée comme première dans l'histoire française des intellectuels³. Cependant, si l'on s'en tient à l'articulation des sciences sociales avec la vie civique, ce moment est particulier : le capitaine ayant été condamné par la production d'un faux document, l'action du monde savant dans la cité se fait par le transport de ses techniques cognitives. Les règles de la critique historique sont appliquées au procès. Dans *Le Temps*, Gabriel Monod revendique la méthode historique pour exprimer ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Émile Duclaux, biochimiste et directeur de l'Institut Pasteur, se positionnant comme un savant, explicite sa méthode de travail en termes juridiques dans *Le Siècle*⁴. Concordance quasi « miraculeuse » (p. 54), les rapports à la vérité des mondes scientifique et judiciaire coïncident, alors qu'après l'affaire « la division du travail a repris ses droits et chaque milieu a récupéré sa propre conception de la vérité » (p. 55). L'invention de l'intellectuel, comme chez Bourdieu, a pour préalable tout à la fois « l'autonomisation du champ intellectuel » et l'engagement dans les affaires de la cité à partir d'une autorité gagnée dans le champ intellectuel⁵.

- 3 Gérard Noiriel répartit en trois figures – l'intellectuel révolutionnaire, l'intellectuel de gouvernement et l'intellectuel spécifique – les tentatives de résolution de cette séparation entre le savant et le politique, sans qu'il faille voir une tentative de chronologie dans cette typologie. Il souhaite en examiner les apports, limites et contradictions.
- 4 La première de ces figures refuse d'admettre cette séparation et tient l'idée d'une neutralité du savoir pour une illusion, voire une mystification. Ainsi Péguy et Sorel prennent leurs distances avec leur milieu professionnel – École normale supérieure, Ponts et Chaussées – dont ils estiment qu'il a trahi et sert le capitalisme⁶. Si pour Péguy l'expérience biographique en tient lieu, le marxisme, aussi bien chez Sorel que les « intellectuels de parti » – à savoir le PCF au début du XX^e siècle –, a longtemps été la ressource théorique pour penser les rapports entre le savant et le politique. Son discrédit « à partir de la fin des années 1970 » (p. 128) ne permet plus sa mobilisation qui laisse alors la place à la déconstruction des évidences du langage et du discours comme mode de contribution au combat des opprimés comme chez Derrida⁷, et à l'émergence de l'intellectuel radical critique sans horizon révolutionnaire, ni projet collectif – tels Edward Saïd ou Noam Chomsky.
- 5 Pour l'intellectuel de gouvernement, la réconciliation entre le savant et le politique repose sur la mobilisation de ses compétences universitaires pour « dire aux gouvernants ce qu'ils devraient faire et aux citoyens ce qu'ils doivent penser » (p. 183). Si l'intellectuel révolutionnaire se trouve plutôt du côté des philosophes, l'intellectuel de gouvernement est principalement historien, d'abord caractérisé comme « homme de

réseau » par Gérard Noiriel. Dans la mesure où les intellectuels révolutionnaires en construisent également⁸, dire que la construction de réseaux hétérogènes – entre universitaires, journalistes et hommes politiques – est un outil de comblement du fossé entre le savant et le politique serait sans doute plus juste : Seignobos à l'intersection des mondes universitaire, politique, journalistique et de la haute fonction publique ; Furet ou René Rémond entre grandes écoles, fondations, médias, Académie de façon plus récente. Les revues – *L'Européen*, *Esprit*, *Le Débat* – permettent de renforcer les liens entre les élites, d'occuper et animer l'espace public, tout en restant entre soi⁹. Où les révolutionnaires veulent détruire le capitalisme, les intellectuels de gouvernement vantent les bienfaits présents de la République au nom des leçons du passé, fondant leur intervention dans l'espace public sur la « croyance » (p. 127) en une efficacité particulière du savoir universitaire en matière de lucidité politique. Mais alors que leurs idées doivent être exposées comme des leçons du passé pour qu'ils puissent se présenter comme les tenants – encore – de la compréhension historique, alors que dans le triptyque enseignant-chercheur, journaliste et militant, le premier est supposé informer et formater les autres, la plupart d'entre eux s'est trouvée doublement déportée. Du point de vue de l'espace d'énonciation d'abord, ils pratiquent des commentaires journalistiques sur l'actualité à la lumière de l'histoire. Par exemple, lorsque Jean-Noël Jeanneney défend une posture « à la frontière de deux mondes » pour « nourrir le dialogue entre Marianne et Clio »¹⁰, loin d'y trouver la manifestation de cette appartenance frontalière, ce ne sont que des textes de presse qui sont publiés dans *La République a besoin d'histoire*. Aucun article d'une revue savante n'est présent et plus que de la frontière, c'est à partir de l'un des mondes que se fait l'énonciation. La démarche compréhensive abandonnée, la référence à l'Histoire autorise l'attribution d'une autorité particulière à des jugements sur le présent. *Effet de...* comme dirait Roland Barthes. Du point de vue de l'espace d'élaboration des problématiques ensuite, le savant est abandonné par les intellectuels de gouvernement dans la construction de leurs interrogations. Où des chercheurs tournés « vers la compréhension du monde » (p. 138) voient le « problème de l'intégration des immigrés » (p. 168) – que l'auteur connaît bien¹¹ – comme une question également sociale et économique, les intellectuels de gouvernement, perdant toute autonomie ne parlent que de problèmes religieux et d'origine nationale, reprenant ainsi les problématisations journalistique et gouvernante¹². Bref dans le triptyque savant, militant et journaliste, le premier est le parent pauvre, réduit à servir d'argument d'autorité et de légitimation.

- 6 La troisième de ces figures – qui a les faveurs de l'auteur¹³ –, est « l'intellectuel spécifique » empruntée à Michel Foucault¹⁴. Dans la typologie dressée par l'auteur, il résulte d'un double déplacement : contrairement à l'intellectuel révolutionnaire il admet la séparation entre le savant et le politique et contrairement à l'intellectuel de gouvernement il défend l'autonomie de la science et pose les questions autrement que les journalistes et les hommes politiques. Convaincu que les universitaires ne sont pas plus dotés de lucidité politique que les autres, il ne renonce pas pour autant à son engagement civique et pense qu'il peut prendre la parole et être utile grâce aux connaissances spécialisées qu'il a élaborées sur la société. Pour Gérard Noiriel, le premier d'entre eux est Durkheim par ses tentatives conjointes d'élaboration d'une théorie générale de la société qui puisse servir de guide à l'action, et de construction – avec la fondation en 1896 de *L'Année sociologique* – d'une communauté savante capable de peser dans l'espace public et de faire comprendre ses savoirs par le politique. D'autres suivront, tout d'abord ceux qui feront fructifier l'héritage durkheimien –

Simiand, Mauss, Febvre, Bloch – par leurs soucis et volontés de diffuser leurs explications du monde tant auprès des élites politiques que dans des universités populaires, de contribuer à la direction de la société par leurs connaissances, de donner des instruments aux hommes pour qu'ils deviennent plus autonomes, d'explicitier les conditions de leur travail pour le rendre visible et accessible à la critique¹⁵. Puis, après quelques difficultés de parcours marquées par l'abandon du travail de compréhension du monde et la prédominance d'une dimension critique dans les années 1930 (comme chez Mathiez ou le physicien Perrin), par l'expérience de l'impuissance de la science (ce qui conduira Durkheim à s'engager dans l'Union sacrée pendant la Première Guerre mondiale) ou bien encore par le repli dans des tours d'ivoire, la figure de l'intellectuel est incarnée après 1945 par des personnages aussi différents que Braudel pour qui l'histoire a pour but ultime de libérer les hommes des contraintes issues du passé, Claude Lévi-Strauss dont les travaux contribuent au combat contre le racisme, Michel Foucault qui constitue des objets en rapport avec l'actualité et communique les résultats de recherche aux citoyens, Pierre Bourdieu convaincu qu'il contribue à lutter contre le pouvoir par la production de connaissances sur ses formes¹⁶.

- 7 À la fin de ce chapitre et au début de sa conclusion, Gérard Noiriel caractérise la situation contemporaine par la distribution de quatre types de pratiques parmi les intellectuels. Ce sont tout d'abord une vaine hypertrophie de la théorie dans certaines tentatives de réconciliation du savant et du politique – Bruno Latour, Alain Caillé¹⁷ –, ou celle de la posture critique – Éric Fassin ou Jacques Bouveresse¹⁸. Ce sont ensuite deux abandons : Pierre Bourdieu qui d'intellectuel spécifique endosse, après les grèves de l'hiver 1995, le « costume de l'intellectuel universel », publiant « des conférences publiques qui n'avaient rien à voir avec son savoir de sociologue » (p. 244) ; le renoncement des chercheurs en sciences humaines et sociales à s'interroger sur les rapports entre savant et politique tant que leur univers propre n'est pas menacé, à donner une dimension civique à leur travail de chercheur, à défendre leurs résultats dans l'espace public ce qui a conduit à leur marginalisation.
- 8 Pour Gérard Noiriel, cette défense semble pourtant nécessaire afin de rendre leurs connaissances utiles et de donner à leur savoir un impact politique. Pour ce faire, l'auteur préconise une triple opération : une interrogation des intellectuels sur les effets de leurs discours mais aussi sur leurs causes tant les dispositions personnelles fixées au début de l'âge adulte lui semblent expliquer tout à la fois comportements de résistance et difficultés de collaboration ; un rééquilibrage entre la posture critique et la compréhension qui doit être première ; la construction de modalités communes d'action entre les producteurs de savoir, de façon à ce que leurs acquis disciplinaires puissent être mis à la disposition des citoyens, passant au besoin alliance avec des traducteurs que sont les journalistes, les artistes, les cinéastes, les écrivains (p. 265). Le terrain d'action privilégié serait la lutte contre les discriminations aux raisons que le champ politique n'aurait pas changé depuis l'affaire Dreyfus et que le terrain professionnel des intellectuels serait les « représentations collectives » (p. 268), source du racisme et de la xénophobie.
- 9 D'une certaine manière ce texte arrive à point nommé, entre le mouvement des chercheurs en 2003 lucidement évoqué dans le dernier chapitre et les grèves anti-CPE que les universitaires¹⁹ n'ont pu, d'une manière ou d'une autre, ignorer. Deux occasions ou deux manières de reposer/se confronter à cet indispensable questionnement sur notre fonction sociale. S'appuyant sur des réflexions épistémologiques et théoriques

antérieures²⁰ ainsi que sur son essai d'ego-histoire²¹, Gérard Noiriel croise dans le cours de son livre des modes d'articulation entre le savant et le politique et différentes figures. Parmi celles-ci, les intellectuels révolutionnaires et les intellectuels de gouvernement sont renvoyés dos à dos : la science est dissoute dans le politique dans un cas, par la politique dans l'autre. Ce sont les intellectuels spécifiques – plutôt des chercheurs en sciences sociales – que Gérard Noiriel entend sauver, autant pour l'adéquation entre ce qu'ils disent publiquement et ce qu'ils étudient que pour la revendication d'un maintien de leur autonomie par rapport au champ politique. D'une certaine manière, comme pour Bourdieu, ce serait par l'accroissement de celle-ci que les intellectuels augmenteraient leur efficacité politique²². On ne peut être qu'étonné de ne voir discuter aucune des tentatives de déplacements épistémologiques opérées en sciences sociales depuis deux décennies. L'auteur reproche à Pierre Rosanvallon d'ignorer les travaux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (p. 177), mais que fait-il d'autre en ne les mentionnant pas non plus, ni ceux d'autres chercheurs se réclamant d'une sociologie pragmatique. On ne peut faire l'impasse dans le paysage de la production sociologique sur la publication, en 1999, du *Nouvel esprit du capitalisme*²³, livre au sujet duquel Bruno Latour écrivait : « [...] l'ouvrage prépare de nouvelles armes pour renouveler la gauche, pour qu'elle cesse soit de se vendre au plus offrant, soit de se battre contre un ennemi depuis longtemps disparu »²⁴. Que l'on nous comprenne bien, notre étonnement *a minima* ne porte pas sur l'adoption ou la défense de ces positions – leurs auteurs le font très bien –, mais simplement sur l'absence de leur discussion, en tant que telle ou pour leur efficacité revendiquée. Exécuter les positions de Bruno Latour à ce propos ou celles d'Alain Caillé en trois pages pour l'un (pp. 245-247) et une note de fin de volume pour l'autre (p. 317), ne pas faire référence, parmi d'autres, aux textes rassemblés par Bernard Lahire ou par Philippe Fritsch paraît proprement incompréhensible d'autant que certains d'entre eux sont explicitement consacrés à l'articulation entre le savant et le politique, parfois à des questions sur l'immigration²⁵.

- 10 L'auteur termine par un plaidoyer pour la diffusion des savoirs des chercheurs en sciences humaines et sociales dans l'espace public, tout en étant par ailleurs « profondément convaincu que l'impact de (s)on propre livre ne peut être que très limité »²⁶. L'intellectuel collectif qu'il appelle de ses vœux est ainsi réduit aux chercheurs, alliés à des passeurs qui pourraient traduire leurs connaissances de façon à ce qu'elles touchent les citoyens et leur parlent (p. 265). Tout d'abord, à la lumière des recherches sur leur histoire, on peut s'interroger sur ce modèle diffusionniste des sciences qui distingue deux temps séparés, celui de la production garantie par un affranchissement toujours plus grand des autres rapports sociaux et celui de la diffusion. Si, au contraire de certaines positions de Bourdieu, Gérard Noiriel refuse « les usages normatifs de la science »²⁷ – la déduction de positions normatives à partir du raisonnement cognitif –, il n'en reste pas moins que le statut de ces connaissances et de leur transport reste posé puisqu'il s'agit bien, dans cette volonté de diffusion et d'utilité, de leur donner un impact politique. Au nom de et par quelle science peut-on « aider les hommes à mieux vivre » (p. 257) sans passer par des critères politiques de la définition de ce mieux-être ? Cette réflexion repose-t-elle sur les notions d'autonomie et d'intégration de l'individu telles que les pose Durkheim (p. 209), revendiqué à plusieurs reprises comme inspirateur de posture (p. 263, par exemple) ? Comment alors ne pas discuter publiquement les valeurs et les fins de ce mieux-être²⁸ ? Pourquoi ne pas faire de même avec les intellectuels de gouvernement et débattre de leur méthode de

déchiffrement ou de construction du réel en regard des méthodes de recherche des sciences sociales ?

- 11 Cela nous conduit à une autre question qui n'est plus celle de la diffusion mais lui est liée, les relations entretenues entre chercheurs et non-spécialistes dans la production de savoir. La composition de cet intellectuel collectif dont l'auteur réclame la constitution est singulièrement restreinte aux producteurs universitaires de savoir et aux diffuseurs potentiels de leurs connaissances²⁹. Il est vrai que le livre commence par un ralliement à l'expression employée en 1986 par Bourdieu dans une livraison du *Nouvel Observateur* – « D'abord défendre les intellectuels ! » –, avec pour sous-titre « L'avenir des intellectuels en France », et qu'il s'agit de ne pas laisser « l'espèce » « disparaître » (p. 8). Au regard donc de l'épreuve posée au départ, la réponse peut paraître attendue. Cependant ailleurs et à plusieurs reprises, Gérard Noiriel évoque une expérience lorraine qui semble bien correspondre à une situation de coproduction des savoirs et non de socialisation de la littérature scientifique³⁰. Menée avec l'Association pour la préservation et l'étude du patrimoine du bassin de Longwy (APEP) née en 1981, « en pleine lutte à la fois pour le maintien de la sidérurgie, pour l'emploi et pour la sauvegarde de l'identité ouvrière du bassin »³¹, elle s'ancre déjà dans une interrogation sur les finalités de la recherche, dans une volonté d'armer les victimes de la domination symbolique à l'aide de la vérité scientifique³². Nous sommes assez loin semble-t-il d'une stratégie de construction d'une autonomie maximale dans la visée d'un développement de l'efficacité politique. Tout d'abord parce que c'est à partir de la politique culturelle menée par le ministère de la Culture – Mission du patrimoine ethnologique et Direction de l'Inventaire – que peuvent éclore des recherches en anthropologie industrielle jusque-là négligée par les « institutions proprement scientifiques »³³ et que peut se construire « une autre pratique de la recherche scientifique »³⁴. Ensuite cette association est fondée sur le pari de poursuivre « ensemble »³⁵ des objectifs habituellement séparés : une recherche scientifique de haut niveau présentant un intérêt pour la population³⁶. Enfin parce que si l'APEP pratique des formes de diffusion et de communication appropriées au monde ouvrier³⁷ elle met conjointement en place des ateliers de formation aux techniques de la recherche en sciences sociales. Dans un autre texte, Gérard Noiriel voit dans la « mémoire ouvrière » un objet de recherche autorisant la mise en place de ponts où il y a habituellement des portes voire des forteresses, rendant possible une forme de collaboration nouvelle³⁸. Les modalités de celle-ci, de même que celles d'autres expériences en matière de coproduction de savoirs, auraient sans doute mérité d'être évoquées et analysées, tant pour les qualifications résultantes des acteurs, le format des savoirs produits³⁹ que les formes de la critique sociale qui peuvent en être issues⁴⁰. Ce mixte ne nous paraît pas si insupportable et la typologie ainsi que l'angle d'analyse de ce livre en auraient été enrichis. D'une certaine manière il convient de remettre l'expression « dire la vérité au nom des opprimés » sur l'établi.

NOTES

1. Pour reprendre l'expression de Michel Foucault, cité par Noiriel p. 263.

2. Émile Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1978 : 396. Cité par Gérard Noiriel, pp. 33-34.
3. Pour d'autres, comme Michel Foucault par exemple, la figure première de l'intellectuel est Voltaire. Foucault, *Dits et écrits, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001 : II, 156. Voltaire se fait l'avocat de Jean Calas, supplicié sur la roue, mort en 1762, accusé d'avoir torturé son fils pour s'être converti du protestantisme au catholicisme.
4. Sur l'affaire Dreyfus, on se reportera aux travaux de Vincent Duclert.
5. « L'intellectuel est un personnage bidimensionnel qui n'existe et ne subsiste comme tel que si (et seulement si) il est investi d'une autorité spécifique, conférée par un monde intellectuel autonome (c'est-à-dire indépendant des pouvoirs religieux, politiques, économiques) dont il respecte les lois spécifiques, et si (et seulement si) il engage cette autorité spécifique dans des luttes politiques » (Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil, 1998 : 547). Il faut noter que nous avons affaire à l'une des définitions en usage de l'intellectuel. Parmi d'autres critères de définition, on peut citer la sacralité pour Julien Benda, la fonction ou le lien à une catégorie sociale pour Antonio Gramsci, l'importance de la subjectivité pour Louis Bodin, la position d'exilé ou d'extériorité par rapport à son propre monde de Theodor Adorno, Edward W. Saïd ou Michel de Certeau, etc.
6. Ce seront Nizan et Sartre pour la génération suivante. L'analyse de trois ouvrages de ce dernier – *Les Mots*, *Critique de la raison dialectique*, *Plaidoyer pour les intellectuels* – met en avant le thème de la trahison comme « le point fixe autour duquel les philosophes révolutionnaires ont construit leur discours » (p. 82).
7. Le même rôle est ailleurs conféré à Roland Barthes : « Pour Roland Barthes [...] la critique textuelle doit remplacer la critique sociale comme instrument de libération des classes opprimées », Gérard Noiriel, *Penser avec, penser contre : itinéraire d'un historien*, Paris, Belin, 2003 : 104.
8. Par exemple Jean-Paul Sartre et *Les Temps Modernes*.
9. Ni Pierre Bourdieu, ni Gilles Deleuze, ni Jacques Derrida ne figurent au sommaire du *Débat*.
10. Jean-Noël Jeanneney, *La République a besoin d'histoire : interventions*, Paris, Le Seuil, 2000 : 11, cité p. 133.
11. Est-il nécessaire de le rappeler !
12. Cela n'est pas sans rappeler d'ailleurs l'affaire Dreyfus où les savants engagés évitaient la confessionnalisation du conflit. On peut reconnaître là ce que Pierre Bourdieu appelait la politisation « funeste » de la science, à savoir l'importation dans le champ scientifique de modèles venus du champ politique (Pierre Bourdieu, *Les Usages sociaux de la science : pour une anthropologie clinique du champ scientifique*, Paris, INRA Éd., 1997: 61).
13. Ainsi sur l'immigration, Gérard Noiriel décrit son travail comme une transformation d'un sujet d'actualité en question scientifique (pp. 249-250).
14. En juin 1976 dans un entretien avec A. Fontana et C. Pasquino, celui-ci évoque le passage d'un rôle d'intellectuel universel, de la figure d'une universalité, de maître de vérité et de justice à un rôle d'intellectuel travaillant désormais dans des secteurs déterminés (cf. Foucault, *op. cit.*). Gérard Noiriel a déjà examiné « les trois figures de l'intellectuel engagé » en 1997 lors d'un colloque consacré à Michel Foucault. Cf. Gérard Noiriel, *Penser avec..., op. cit.* : 229-248.
15. Ce qui constitue également un souci de Gérard Noiriel : « La réflexion sur l'histoire que je propose ici a aussi une finalité civique. Plaider pour qu'on prenne enfin au

sérieux l'étude des pratiques historiennes, c'est défendre un idéal démocratique : le devoir de "transparence". Il s'impose aux hommes politiques. Mais les historiens n'en sont nullement dispensés s'ils veulent mériter la confiance de ceux qui les lisent. » (*Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2005 : 14).

16. La position de Bourdieu, selon laquelle l'existence même des sciences sociales, par le dévoilement de la réalité qu'elles opèrent, représente une critique, peut ici contenir l'ensemble des travaux cités sauf peut-être ceux de Foucault. De façon générale, au-delà d'accords ou de désaccords sur la distribution d'individus en catégories, on peut s'interroger par leur caractérisation univoque alors que par exemple Olivier Dumoulin ou Stéphane Van Damme, l'un avec Marc Bloch, l'autre avec Descartes, ont montré la fécondité d'une approche en termes de pluralité des « biographés », y compris par les usages qui en sont faits.

17. Le premier pratiquerait un langage qui ne peut accompagner une démocratisation de la vie scientifique ou faire de ses théories une ressource pour les citoyens ordinaires, et semblerait croire qu'il suffit de détenir la bonne théorie pour jouer un rôle civique (pp. 246-247). Le second plaiderait pour des polémiques sans fin sur le statut de la connaissance (p. 317).

18. Voir Éric Fassin dans sa dénonciation des universitaires hostiles au PACS (pp. 247-248), Jacques Bouveresse avec l'indignation morale pour ressource de l'intellectuel plutôt que les connaissances savantes (p. 248).

19. Composante du monde intellectuel sur laquelle le livre de Noiriel est centré (p. 10).

20. En particulier ses lectures de Simiand, Foucault, Weber, Bloch, Braudel, Elias, Rorty... Ses analyses des rapports entre pratiques scientifiques et désir d'occuper une place dans la hiérarchie des pairs, le devoir de transparence des pratiques des historiens, les rapports entre histoire et philosophie..., etc.

21. Qui n'est ni un surplus ni une coquetterie. L'importance de l'expérience vécue dans la constitution du regard de l'historien est pleinement revendiquée par Noiriel, tant pour lui-même que les autres. Il en fait l'hypothèse centrale de *Penser avec...* dont la postface tente une explication de sa propre trajectoire sociale à laquelle est rapporté son souci d'utilité des sciences sociales et que l'on retrouve dans l'avant-propos du livre ici recensé.

22. Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, op. cit. : 547.

23. Luc Boltanski & Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

24. *Libération*, 25 novembre 1999.

25. Par exemple Philippe Corcuff, « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 » in Bernard Lahire, ed., *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, 2002 : 175-194 ; ou Alain Battagay, « Implication de la sociologie et engagement du sociologue sur un sujet d'actualité : l'immigration en France au cours des deux dernières décennies », in Philippe Fritsch, ed., *Implication et engagement. Hommage à Philippe Lucas*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000 : 103-116.

26. Joseph Confavreux, Carine Eff, Philippe Mangeot, « L'histoire est un sport de combat. Entretien avec Gérard Noiriel », *Vacarme*, 2005, 32 [<http://www.vacarme.eu.org/article478.html>, consulté le 7 juillet 2006].

27. *Ibid.*

28. Et dans quelle arène, dans le sens donné à ce terme par Nicolas Dodier, « L'espace public de la recherche médicale. Autour de l'affaire de la ciclosporine », *Réseaux*, 1999, 95 : 109.

29. Le problème de la diffusion est à plusieurs reprises traité dans le même sens sous la plume de Bourdieu. À propos de la constitution de ce collectif, la question du corporatisme peut venir à l'esprit. À cela on sait que Bourdieu répondait par « le corporatisme de l'universel ». Bourdieu, *Les Règles de l'art...*, *op. cit.* Peut alors se poser, comme dans les modalités de l'articulation entre le savant et le politique défendues par Noiriel à travers l'intellectuel spécifique, la question des possibilités et des modalités de transport de valeurs universelles produites dans le champ scientifique et culturel, vers le champ politique.

30. David Charasse & Gérard Noiriel, « Lorraine du Nord et anthropologie industrielle en France : bilan provisoire », *Anthropologie et Sociétés*, 1986, 1 : 11-31 ; Gérard Noiriel, « Le pont et la porte : les enjeux de la mémoire collective », *Traverses*, 1986, 36 : 98-102 ; la postface autobiographique de *Penser avec...*

31. Pour la mise en perspective de cette expérience dans le cadre d'une anthropologie du patrimoine, cf. Jean-Louis Tornatore, « Trou de mémoire : une perspective post-industrielle de "la Lorraine sidérurgique" », in Jean-Claude Daumas, ed., *La Mémoire de l'industrie : de l'usine au patrimoine*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006 (« Cahiers de la MSH Ledoux »).

32. Charasse & Noiriel, *op. cit.* : 12.

33. *Ibid.* : 17.

34. *Ibid.* Une communauté scientifique élargie écrit-il en note de bas de page. Cela pourrait être mis en perspective avec la controverse menée dans ces mêmes pages, autour de la parution de l'ouvrage publié sous la direction de Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard & Philippe Marchenay, *Campagne de tous nos désirs*, paru en 2000 dans la collection de la mission à l'Ethnologie à la Maison des sciences de l'homme (« Ethnologie de la France »). Cf. Gilles Laferté & Nicolas Renahy, « "Campagnes de tous nos désirs"... d'ethnologues », *L'Homme*, 2003, 166 : 225-234 ; Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard & Philippe Marchenay, « Et si nous prenions nos désirs en compte ? », *L'Homme*, 2003, 166 : 235-238 ; Gilles Laferté & Nicolas Renahy, « L'ethnologue face aux usages sociaux de l'ethnologie », *L'Homme*, 2003, 166 : 239-240.

35. *Ibid.* : 19.

36. *Ibid.*

37. *Ibid.* : 20.

38. Noiriel, « Le pont et la porte... », *art. cit.* : 102.

39. L'APEP publie une revue intitulée *Histoires d'ouvriers*.

40. Cf. Yannick Barthes & Cyril Lemieux, « Quelle critique après Bourdieu ? », *Mouvements*, 2002, 24 : 31-38 ; Michel Callon, Pierre Lascoumes & Yannick Barthes, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil, 2001 ; Luc Boltanski & Ève Chiapello, *op. cit.*

AUTEUR

NOËL BARBE

Laboratoire d'anthropologie et d'histoire sur l'institution de la culture, EHESS-CNRS,
Paris.
barbe@ivry.cnrs.fr